



# Présidentielle 2012 Pas sans le social



Luc Bérille  
Secrétaire général

**Dans une France qui n'en finit plus de sortir de la crise et où les difficultés s'accumulent pour les salariés et leurs familles, l'élection présidentielle constitue une échéance cruciale.**

**Q**uel modèle social voulons-nous ? Quelle méthode pour y parvenir ? Quel pacte de croissance respectueux des principes du développement durable pouvons-nous construire ? Voilà quelques-unes des questions fondamentales aujourd'hui posées.

L'UNSA est respectueuse du débat politique auquel chaque citoyen doit pouvoir accéder pour ensuite le trancher par son vote. Mais, sur le champ social qui est le sien, elle entend bien nourrir le débat public qui va s'engager dans le pays entre les candidats et les citoyens. Car le syndicalisme réformiste, tel que nous le concevons, n'a pas vocation à déléguer aux partis et à leurs candidats la responsabilité qui incombe aux acteurs sociaux. C'est pourquoi, sur six grandes questions sociales décisives pour les salariés, qui vont se jouer dans le prochain quinquennat, l'UNSA a décidé d'assumer ses responsabilités. En interpellant publiquement les principaux candidats s'inscrivant dans les

principes démocratiques républicains, en leur indiquant notre approche mais aussi quelques propositions dont nous sommes dépositaires, nous voulons signaler que l'action sociale ne peut plus

être, dans nos sociétés complexes, le seul fait du gouvernement.

Nous ne voulons plus revivre l'épisode de la réforme des retraites de 2010. Sur des sujets aussi difficiles, impactant toute la société, les principes de justice sociale et d'équité auraient dû être au cœur d'une réforme véritablement négociée.

***Nous voulons demander aux candidats de se positionner et dire aussi ce que nous sommes prêts à négocier.***

Le maintien d'un haut niveau des revenus de remplacement, la prise en compte de la pénibilité auraient notamment dû en être les principaux objectifs.

Pour l'UNSA, le dialogue social, la construction négociée, le compromis social doivent enfin trouver leur place pleine et entière en France.

En disant dans la présidentielle nos préoccupations et nos propositions, nous voulons demander aux candidats de se positionner et dire aussi ce que nous sommes prêts à négocier. ■